



La plupart des informations demandées sont obligatoires, notamment lorsqu'elles n'ont jamais été communiquées, et conditionnent la réalisation de l'opération. Le GIE Afer se réserve le droit de demander tout(e) information ou document complémentaire.

1 INFORMATIONS PERSONNELLES

Adhésion n° :

Nom de naissance :

Nom marital :

Prénom :

Né(e) le : à

Département : Pays : Nationalité :

Adresse actuelle

N° : Rue :

Code postal : Commune :

Pays : Téléphone : (0) Si hors de France : 00

Indicatif pays

Je suis informé(e) de mon droit à m'inscrire gratuitement sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique dite «BLOCTEL» sur bloctel.gouv.fr.

Adresse électronique de contact :

Nous vous informons que cette adresse sera utilisée par le GIE Afer seulement pour le traitement de la présente opération, et non à des fins de prospection commerciale, sauf si vous nous avez déjà communiqué cette adresse électronique en acceptant de recevoir des informations et offres commerciales.

Ancienne adresse (à préciser en cas de changement d'adresse)

N° : Rue :

Code postal : Commune :

Pays :

Pensez à joindre une copie lisible recto/verso d'une pièce d'identité en cours de validité si celle-ci n'est pas déjà en notre possession (carte nationale d'identité, passeport ou carte de séjour pour les ressortissants étrangers).

2 RACHAT TOTAL

Je choisis le mode d'imposition des produits issus des versements effectués avant le 27 septembre 2017. Le mode d'imposition des produits issus des versements effectués après cette date est précisé page 3.

Intégration des produits dans les revenus (IR)

Les produits perçus dans le cadre de mon rachat seront à reporter dans ma déclaration de revenus et soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu.

Option pour le Prélèvement Forfaitaire Libératoire (obligatoire pour les non résidents)

Le GIE Afer appliquera le Prélèvement Forfaitaire Libératoire sur les produits perçus dans le cadre de mon rachat et le reversera directement à l'administration fiscale.

- Dans tous les cas, pour les adhésions multisupport, le GIE Afer appliquera également les prélèvements sociaux sur les produits perçus.
- En l'absence de choix entre intégration des produits dans les revenus et option pour le prélèvement forfaitaire libératoire, l'intégration des produits dans les revenus sera appliquée. Les produits issus des versements effectués à partir du 27 septembre 2017 seront soumis au Prélèvement Forfaitaire Unique (PFU). Nous vous invitons à consulter toutes les informations sur le PFU au verso. Vous pouvez demander à être dispensé de l'application du prélèvement forfaitaire, si le revenu fiscal de référence (RFR) de l'avant-dernière année de votre foyer fiscal est inférieur à 25 000 € pour les contribuables célibataires, divorcés ou veufs et à 50 000 € pour les contribuables soumis à une imposition commune.

Dans certains cas, les produits peuvent être exonérés. Il convient alors d'intégrer les produits à sa déclaration de revenus et de ne pas opter pour le prélèvement forfaitaire libératoire, afin de bénéficier de cette exonération.

3 DATE DE VALEUR

Les conditions relatives à la date de valeur de l'opération demandée figurent en page 3.

Si vous souhaitez une date de valeur différée pour le traitement de votre opération, veuillez la préciser :



4 MODE DE RÈGLEMENT

- Chèque (à l'ordre exclusif de l'adhérent)
- Virement (uniquement sur un compte bancaire ouvert au nom de l'adhérent dans un établissement financier domicilié en France)

Numéro de compte :

Banque :

Joindre un Relevé d'Identité Bancaire (RIB) au format BIC/IBAN à vos nom, prénom et adresse à jour.

5 UTILISATION PRÉVUE DE LA SOMME DEMANDÉE

Cette information est requise au regard de la réglementation en vigueur en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (articles L 561-1 et suivants du Code Monétaire et Financier) :

6 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Conformément à la réglementation sur la protection des données personnelles, vos données personnelles sont traitées par le GIE Afer - 36 rue de Châteaudun, 75441 Paris Cedex 09 en tant que responsable de traitement. Ces traitements ont pour finalités la passation, la gestion et l'exécution des adhésions au contrat collectif d'assurance vie multisupport Afer, ainsi que l'exécution des dispositions légales, réglementaires, administratives en vigueur, et notamment la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces traitements ont pour autres finalités les opérations relatives à la gestion commerciale des adhérents et des prospects et la lutte contre la fraude à l'assurance. Cette dernière finalité peut, notamment, conduire à l'inscription sur une liste de personnes présentant un risque de fraude. Ces traitements sont fondés sur l'intérêt légitime du GIE Afer à améliorer le service rendu aux adhérents, à promouvoir l'image de l'Afer et à préserver la mutualité entre les adhérents. Une partie des données collectées sera traitée par l'Association Afer, en tant que responsable de traitement, à des fins de gestion de ses adhérents, pour répondre à ses obligations légales. Ces traitements ont également pour finalité la réalisation de son intérêt légitime pour la défense des intérêts de ses adhérents et la mise en œuvre de toute communication avec ces derniers. Les destinataires de ces données sont, dans le strict cadre des finalités énoncées et dans la limite de leurs attributions, l'Association Afer, le personnel du GIE Afer, les assureurs Aviva Vie et Aviva Épargne Retraite et les autres entités du groupe AVIVA, les intermédiaires d'assurances, les organismes professionnels, les prestataires et sous-traitants, les personnes intéressées au contrat, le cas échéant les organismes sociaux et les autorités administratives et judiciaires pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires en vigueur. Certains destinataires peuvent se situer dans des pays en dehors de l'Union Européenne. La liste actualisée de ces pays et les références aux garanties appropriées mises en œuvre concernant le traitement de vos données personnelles sont disponibles sur www.afer.fr. Les coordonnées du Délégué à la protection des données personnelles sont : GIE Afer - à l'attention du DPO - Risques et Contrôle Interne - 36, rue de Châteaudun 75441 Paris Cedex 09 ou à dpo@gieafer.com. Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification de vos données ainsi que, dans certains cas, d'effacement, de portabilité, de limitation, et d'opposition au traitement de vos données personnelles. Vous pouvez retirer votre consentement aux opérations de prospection commerciale par voie électronique. L'information complète et à jour sur le traitement de vos données personnelles et les modalités d'exercice de vos droits est consultable sur la notice en vigueur ou sur www.afer.fr.

Fait à le

Cachet du conseiller

Signature de l'adhérent(e) (ou de ses représentants légaux)

LE RACHAT TOTAL*

Le rachat total est un retrait définitif de la totalité de l'épargne disponible. Un rachat total peut entraîner une imposition des produits à l'impôt sur le revenu selon les dispositions alors en vigueur.

Imposition des revenus issus des primes versées avant le 27 septembre 2017

Dans ce cas, les produits générés par les versements effectués sur votre adhésion et perçus à l'occasion du rachat sont imposables au barème progressif de l'IR par intégration dans votre déclaration annuelle de revenus ou, sur demande expresse formulée au plus tard lors de la demande de rachat, par l'application du **Prélèvement Forfaitaire Libératoire (PFL)**.

Les taux du PFL sont dégressifs selon l'ancienneté de l'adhésion :

- 35 % si le rachat intervient au cours des 4 premières années ;
- 15 % si le rachat intervient au cours des 4 années suivantes ;
- 7,5 % si le rachat intervient après les 8 premières années d'adhésion.

Imposition des revenus issus des primes versées à partir du 27 septembre 2017

Les produits issus des versements effectués à partir de cette date sont soumis par principe au **Prélèvement Forfaitaire Unique (PFU)**. Les taux du PFU sont dégressifs selon l'ancienneté de l'adhésion et du montant, au 31 décembre de l'année qui précède le rachat, des primes versées et restées investies sur l'ensemble de vos contrats de capitalisation et d'assurance vie.

Pour les adhésions de moins de 8 ans :

- le taux appliqué est de 12,80 % quel que soit le montant des primes versées et restées investies.

Pour les adhésions de plus de 8 ans :

- lorsque le montant des primes versées et restées investies sur l'ensemble de vos contrats de capitalisation et d'assurance vie n'excède pas 150 000 €, un taux de 7,50 % est appliqué sur les produits issus des versements effectués à compter du 27/09/2017.
- lorsque ce montant de 150 000 € est dépassé, un taux de 12,80 % est appliqué sur les produits issus des versements effectués à compter du 27 septembre 2017, à l'exception

d'une quote-part bénéficiant d'un PFU au taux de 7,50 %, ladite quote part des produits étant déterminée par application du quotient suivant : montant de 150 000 € réduit des versements effectués avant le 27/09/2017 et restés investis divisé par le total des versements effectués après le 27/09/2017 et restés investis.

L'imposition sur les produits afférents aux versements effectués à compter du 27 septembre 2017 perçus lors de votre rachat se fera alors en deux phases :

1- Au moment du rachat : un prélèvement forfaitaire non libératoire est effectué par les assureurs au taux de 7,50 % (pour les contrats de plus de 8 ans) ou de 12,80 % (pour les contrats de moins de 8 ans) ;

2- Au moment de l'imposition, pour l'ensemble des revenus de capitaux mobiliers : vous pouvez choisir entre l'application du prélèvement forfaitaire unique ou, sur option, la réintégration des produits taxables dans votre revenu imposable. Ce choix est à préciser dans votre déclaration de revenus et s'applique à l'ensemble de vos revenus de capitaux mobiliers. C'est l'administration fiscale qui déduira le prélèvement forfaitaire non libératoire déjà acquitté du montant à régler.

Dans tous les cas, au-delà de 8 ans, seule la part des produits des versements enregistrés à compter du 26 septembre 1997, supérieure à 9 200 € pour un couple soumis à imposition commune et 4 600 € pour une personne seule, est imposable (abattement annuel, tous contrats d'assurance vie confondus).

Veillez vous rapporter à la fiche pratique - (Fiscalité des rachats) pour prendre connaissance des cas d'exonération.

À noter qu'à l'imposition sur le revenu des produits s'ajouteront les prélèvements sociaux pour les adhésions multisupport.

Des fiches pratiques sur la fiscalité des rachats et les prélèvements sociaux sont à votre disposition auprès de votre conseiller habituel, du GIE Afer et sur www.afer.fr - Accès Sécurisé Adhérent.

DATE DE VALEUR DU RACHAT TOTAL

La date de valeur retenue sera celle du mercredi qui suit la réception de la demande (ou du dernier jour de Bourse précédant si le mercredi n'est pas un jour de Bourse ouvert) dès lors que votre demande (effectuée par courrier ou par Internet) a été reçue au GIE Afer au plus tard le jour ouvré précédant le jour de valorisation retenu. Si la date de valeur indiquée ne correspond pas à un mercredi (date de valorisation), l'opération sera réalisée en valeur du mercredi précédant la date indiquée.

Vous pouvez demander un rachat total à une date de valeur ultérieure à la date de valeur normalement appliquée. Si la date de valeur indiquée ne correspond pas à un mercredi (date de valorisation), l'opération sera réalisée en valeur du mercredi précédent la date indiquée.

* Ces opérations ne peuvent être effectuées qu'avec l'accord du bénéficiaire en cas d'acceptation répondant aux conditions de la loi du 17 décembre 2007.